

À paraître



n° 39

En Bretagne, des fragilités sociales très présentes dans les quartiers de la politique de la ville et plus diffuses dans leur environnement urbain

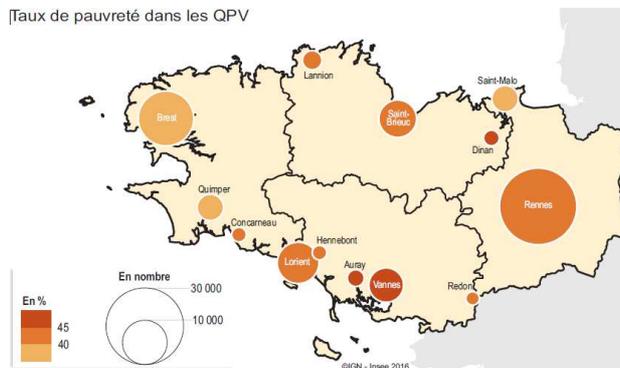
Cette étude fait partie d'une opération coordonnée France entière

Depuis le 1^{er} janvier 2015, une nouvelle géographie des quartiers prioritaires de la politique de la ville est entrée en vigueur. Ces quartiers se substituent aux Zones Urbaines Sensibles (ZUS) et aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS). Cette réforme a pour objectif de recentrer les efforts sur un nombre plus restreint de quartiers rencontrant les difficultés les plus importantes. En France métropolitaine, les moyens publics se concentrent dorénavant sur 1 296 quartiers jugés les plus précaires.

La Bretagne compte désormais 32 quartiers de la politique de la ville (QPV), regroupant près de 90 000 habitants.

1 Une pauvreté dans les quartiers de la politique de la ville qui varie selon les unités urbaines bretonnes

[Taux de pauvreté dans les QPV



Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal 2012 - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA

- Le Finistère et le Morbihan comptent chacun 9 QPV (dont 7 à Brest, 4 à Lorient et 2 à Vannes).
- Les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine en recensent chacun 7 (dont 3 à Saint-Brieuc et 5 à Rennes)

Comme dans les autres régions, la population de ces quartiers présente les spécificités suivantes :

- plus touchée par la pauvreté
[niveau de vie médian des habitants de 12 810 € (inférieur d'un tiers à celui de l'ensemble des habitants des unités urbaines correspondantes), plus faible à Vannes, supérieur à Quimper, Brest, Hennebont et Saint-Malo. A l'intérieur des QPV, Les situations ne sont pas toujours homogènes].
- plus jeune
[22 % des habitants a moins de 15 ans (contre 16 % dans les unités urbaines qui les entourent), supérieure à 25 % à Concarneau, Saint-Malo, Hennebont et Auray, cette proportion atteint 28 % à Kercado à Vannes et n'est que de 18 % à Lannion].
- plus en familles monoparentales
[1 ménage sur 5 dans cette situation contre 1 sur 10 dans les unités urbaines qui les englobent, ce qui peut présenter un frein à l'emploi notamment pour les femmes qui représentent 89 % des parents concernés], les familles nombreuses de 5 personnes ou plus y sont surreprésentées ainsi que les étrangers].
- L'insertion sur le marché du travail pour les habitants de ces quartiers est également plus difficile en raison notamment de niveaux de qualification plus faibles.
[46 % des personnes de 15 à 64 ans y sont en emploi contre 60 % dans les unités urbaines qui les englobent, un quart perçoit une allocation chômage (8 points de plus que dans l'ensemble des unités urbaines, les emplois précaires sont bien plus développés, 76 % de la population des QPV est peu ou pas diplômée contre 53 % dans les unités urbaines qui les comprennent, les retards scolaires sont plus courants (22 % à l'entrée en 6^{ème} contre 10 % dans les unités urbaines englobantes)].

Toutefois, la Bretagne se singularise sur deux dimensions :

↳ au sein de leur unité urbaine englobante (unité urbaine comprenant au moins un quartier de la politique de la ville), les quartiers de la politique de la ville ne représentent que 8 % de la population (13 % en moyenne nationale).

↳ Et si ces quartiers concentrent des fragilités sociales, ils ne constituent pas les seuls territoires exposés aux situations de pauvreté. Au sein de leurs unités urbaines englobantes, ces derniers abritent seulement 27 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté contre 33 % au niveau national.

Pour toutes demandes d'interviews, graphiques, informations complémentaires concernant l'étude, veuillez contacter : Geneviève Riézoù -02 99 29 33 95 - communication-bretagne@insee.fr

Merci de bien vouloir informer le public de la sortie de cette publication qui est téléchargeable gratuitement sur internet à partir du 3 mai 2016 à 18h00 : www.insee.fr > Publications > Les collections régionales > Bretagne > Insee Analyses Bretagne n°39